

GIEC Normand

Note d'information portant sur les connaissances sociologiques liées au changement climatique en Normandie

2023-2024

Rudy AMAND

rudy.amand@unicaen.fr

Centre Risques et Vulnérabilités
Université de Caen Normandie

Stéphane CORBIN

stephane.corbin@unicaen.fr

Centre Risques et Vulnérabilités
Université de Caen Normandie

Maxime CORDELLIER

maxime.cordellier@unicaen.fr

Centre Risques et Vulnérabilités
Université de Caen Normandie

Sommaire

Résumé.....	1
Introduction	2
1. État des lieux : la production du risque climatique en Normandie	3
1.1. La production du risque climatique : une seule Normandie ?	3
1.2. L'exposition aux risques	4
2. Les réactions sociales engendrées par le changement climatique	6
2.1. Au niveau national : une prise de conscience réelle des enjeux.....	6
2.2. Des changements générationnels	7
2.3. Le regard porté par les acteurs institutionnels sur les mouvements sociaux : méfiance et adaptation	8
3. Le tropisme des travaux de sciences sociales normands pour le littoral : un poste d'observation privilégié pour comprendre et anticiper les enjeux relatifs au changement climatique pour les populations ?	9
3.1. L'évolution des représentations de la nature.....	9
3.2. Etudier les dispositions des acteurs pour envisager l'avenir.....	11
4. Quelles solutions ? La société mise en mouvement par le changement climatique	13
4.1. Prévoir l'avenir à partir des problématiques du présent ?	13
4.2. Une confrontation des savoirs rendue difficile par la légitimité variable accordée aux acteurs et aux actrices.....	13
4.3. Recherches participatives	14
Conclusion	15
Bibliographie	16

Résumé

Cette synthèse propose de faire le point sur les recherches sociologiques et anthropologiques menées à l'échelle régionale intégrant la question du changement climatique.

Elle essaiera de circonscrire notamment les effets de la démographie et des modes de vie sur la production du risque climatique en Normandie. Après avoir démontré que la question du changement climatique était désormais identifiée comme un enjeu central au niveau national, cette synthèse essaiera de documenter la manière dont l'évolution des représentations en matière d'environnement pourrait avoir des implications sur la façon de préparer la Région aux enjeux relevant du changement climatique. Cette dimension sera notamment illustrée par de nombreux travaux traitant du littoral en Normandie. Enfin, ce travail permettra d'identifier les initiatives liant sciences sociales, société et politiques publiques qui pourraient offrir un cadre adéquat pour préparer la société normande aux transformations de demain.

Introduction

La sociologie de l'environnement peut être définie de manière synthétique comme la partie de la sociologie qui s'intéresse aux rapports entretenus par les sociétés avec leur environnement physique. Le développement de ce sous-champ disciplinaire à partir des années 1970 s'est articulée autour de trois grands axes que sont l'analyse des « *causes sociales des problèmes d'environnement* », les « *réactions sociales à ces problèmes* » et, enfin, l'analyse des « *stratégies sociales et politiques pour les aborder et les résoudre* »¹. Ces balises programmatiques ne permettent pas de circonscrire totalement les questions soulevées par la sociologie de l'environnement qui aborde l'influence réciproque de la démographie, de la technique, des valeurs, ou des représentations, d'un côté, et, de l'autre côté, de l'environnement. En d'autres termes, il s'agit de sortir du cadre habituel d'une analyse sociologique du changement social considéré comme un phénomène indépendant de toute contingence physique ou matérielle, afin d'intégrer la variable environnementale comme résultante de ce changement en même temps que productrice de celui-ci. En procédant de la sorte, la question du rapport entre nature et culture est nécessairement abordée et implique un élargissement de l'analyse vers les perspectives ouvertes par les anthropologues dont le regard portant sur les systèmes sociaux les plus particuliers questionnent les modalités des relations entre les sociétés et leur environnement à une échelle globale.

La présente synthèse aura pour objectif de circonscrire les enjeux relatifs au changement climatique en Normandie dans une perspective sociologique – voire anthropologique – en répondant à une série de questions directement inspirées de la tradition de ces disciplines : dans quelle mesure les activités se déroulant en Normandie peuvent participer à la production du risque climatique ? Comment les inégalités sociales et économiques conduisent à une différenciation de l'exposition aux risques climatiques ? Dans quelle mesure le contexte suscite des transformations dans les représentations associées à la nature chez les habitants ? En Normandie, comment les acteurs (institutions, ménages, entreprises, élus, etc.) transforment-ils leurs pratiques pour s'adapter au nouveau régime climatique ? Est-ce que des travaux sociologiques permettent d'évaluer l'influence des transformations du régime climatique sur le changement social (transformation de la structure sociale, modification des régimes de relation, registre politique, etc.) ?

Afin de répondre au moins provisoirement à ces questions, les auteurs du présent rapport ont fait le choix de s'appuyer à la fois sur une littérature nationale et sur les travaux de sciences sociales qui ont posé la question des conséquences du changement climatique à l'échelle de la Normandie.

Dans un premier temps, il s'agira d'identifier les facteurs sociaux en cause dans la production du risque climatique à l'échelle régionale et notamment les effets de la démographie et de la technologie. Ensuite, cette synthèse se penchera sur les réactions sociales suscitées par cette problématique avant de se focaliser sur le domaine maritime et littoral qui a concentré nombre de travaux récemment et permet d'appréhender la question des représentations et de leurs évolutions face à l'intensification de la contrainte écologique. Enfin, cette synthèse se refermera en traitant des initiatives témoignant d'une mise en mouvement de la société par le changement climatique en Normandie.

¹ Leroy Pieter, « La sociologie de l'environnement en Europe. Évolution, champs d'action et ambivalences », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 9, n° 1, 29-39, 2001.

1. État des lieux : la production du risque climatique en Normandie

Cette première partie de la synthèse permettra de revenir sur les ressorts de la production du risque climatique en Normandie en même temps qu'elle permettra d'introduire la question des inégalités sociales face à ce même risque.

1.1. La production du risque climatique : une seule Normandie ?

Les dynamiques démographiques ainsi que les activités économiques figurent parmi les facteurs participant à la production du risque climatique en Normandie et méritent à ce titre une attention particulière.

Un numéro de la revue *Population & Sociétés* est revenu récemment sur le lien entre démographie et changement climatique en Europe². Il apparaît notamment que la seule question de la croissance démographique ne saurait suffire à comprendre les enjeux naissant de cette interaction puisque la structure par âge de la population ainsi que le niveau d'éducation jouent également un rôle central dans la pièce qui se joue autour de ces deux variables. Cette analyse européenne permet une mise en perspective des dynamiques démographiques touchant la Normandie. Les prévisions démographiques proposées par l'INSEE font état d'une baisse de 8 850 individus par an entre 2018 et 2070 soit une diminution totale de 460 000 individus sur la période dans la région³. Cette diminution serait liée à l'absence de flux migratoires susceptibles de compenser le déficit généré par une mortalité supérieure à la natalité. Mécaniquement, cette diminution pourrait apparaître comme un facteur favorisant une diminution du risque climatique généré par les habitants de la Région. Cependant, un autre facteur pourrait contribuer à limiter les effets positifs générés par le fléchissement démographique : le vieillissement. La part des personnes âgées de 65 ans ou plus dans la population pourrait atteindre 32 % en 2070 contre 21 % en 2018⁴. En neutralisant à la fois l'effet relatif à la taille du ménage et l'effet de revenu, il semblerait que les émissions de GES des ménages augmentent avec l'âge à cause de l'absence « *d'économies d'échelle* » et d'une consommation « *à forte intensité carbone* »⁵. Les effets incertains des évolutions démographiques envisagées par l'INSEE sur la production du risque climatique sont renforcés par d'autres questionnements. D'abord, dans le contexte du nouvel ordre climatique, la Normandie, aux conditions tempérées, pourrait accueillir des réfugiés migrant des régions situées les plus au Sud et qui sont les plus exposées (qui pourraient connaître des températures allant jusqu'à 50°). Dans quelle mesure cela pourrait-il combler le déficit démographique naturel et contribuer à maintenir l'intensité des effets produits par une population plus nombreuse sur l'environnement ? Un autre élément mérite d'être pris en compte. Si, à l'heure actuelle, les ménages les plus âgés semblent éprouver des difficultés au moment de changer leurs habitudes afin de limiter l'intensité carbone de leur consommation, qu'en sera-t-il en 2070 alors même que les personnes âgées de 70 ans auront grandi avec le risque climatique et fait l'objet d'une large sensibilisation autour des effets de leurs pratiques sur l'environnement ?

Outre l'influence démographique, il convient désormais d'évoquer la question de l'activité : les départements normands ont des structures économiques fortement différenciées qui ont des conséquences sur le niveau de gaz à effet de serre produit par chacun d'entre eux ainsi que sur l'origine de ces derniers.

Tableau 1 : Emission de GES par habitant en 2018

Département	TeqCO2/an/hab
Calvados	8.1
Eure	7.7
Manche	11.0
Orne	12.3
Seine-Maritime	10.3
Normandie	9.7

Source : ORECAN, 2018

² Natale Fabrizio, Ueffing Philipp et Christoph Deuster, « Comment la démographie influence-t-elle le changement climatique ? Le cas de l'Europe, 2023 », *Population et Sociétés*, n° 614.

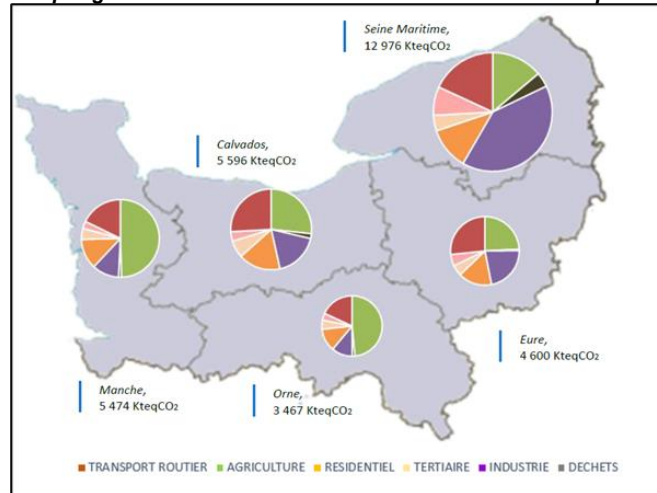
³ Insee, « Moins de trois millions de Normands à l'horizon 2070 », *INSEE Flash Normandie*, n°125, Novembre 2022.

⁴ *Ibid.*

⁵ Natale Fabrizio, Ueffing Philipp et Christoph Deuster, *op. cit.*

Malgré une baisse des émissions de gaz à effet de serre (hors secteur de l'énergie) de 11.6 % entre 2005 et 2018 sur le territoire, Il apparaît que les Normands en émettent davantage par individu que la moyenne nationale (9,7 contre 6,9 T. eq. CO₂)⁶. Cette situation serait liée à la part conséquente occupée par l'industrie et l'agriculture dans le paysage économique régional. Ces chiffres pourraient laisser entendre que les Normands sont moins vertueux alors qu'ils montrent surtout qu'ils sont davantage exposés aux risques induits par la pollution dans une économie globalisée. Des différences intrarégionales sont également remarquables puisqu'un résident de l'Orne émettrait en moyenne près de 60 % de GES de plus qu'un habitant de l'Eure. La Manche et l'Orne se caractérisent par la place relative de l'industrie dans leurs émissions de GES dans la mesure où les activités agricoles sont à l'origine de près de 50 % d'entre elles dans ces deux départements (fig. 1).

Figure 1 : Répartition par grands secteurs d'activité des émissions de GES par Département en 2018



Source : ORECAN, 2018

Outre les activités, la technologie employée joue également un rôle conséquent sur la manière dont les sociétés interagissent avec leur environnement. Ainsi, l'ORECAN affirme que la stabilité de la consommation énergétique du secteur industriel depuis 2005 ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des émissions de CO₂ qui auraient même diminué de 24 % sur la période grâce aux « améliorations technologiques des installations industrielles, ainsi qu'à une meilleure performance des combustibles utilisés » (ORECAN, 2018, p.9).

La stratégie nationale de reconquête industrielle par les territoires (France 2030-Territoires d'industrie) affiche un double objectif de gain en matière de souveraineté sur les secteurs stratégiques et de relocalisation des chaînes de valeur, relocalisant dans le même temps les émissions carbone que la mondialisation des échanges avait permis d'externaliser. Avec huit territoires identifiés comme *fers de lance de la réindustrialisation du pays* (Cotentin, Collines de Normandie, Caen la mer industrie, Lisieux, Vallée d'Auge, Pays de Bernay-Conche-Neubourg et Sud de l'Eure, Axe Seine, Dieppe Côte d'Albâtre), les perspectives de réduction du bilan carbone régional pourraient en réalité s'éloigner et font, dans le même temps, de la décarbonation de l'industrie un enjeu central en Normandie. La dynamique de réindustrialisation pourrait également se heurter aux représentations d'une population qui pourrait s'inquiéter des nuisances générées par de telles activités.

1.2. L'exposition aux risques

En outre, l'exposition au **risque climatique est différente selon les catégories sociales**. Sur le plan sociologique, la question des risques est largement associée à la pensée d'Ulrich Beck⁷ qui soulignait l'effet égalisateur pour les catégories sociales des risques associés à la modernité (catastrophe, etc.). Il résumait l'exposition indifférenciée des différentes classes par la formule suivante : « **La pénurie est hiérarchique, le smog est démocratique** ». Alors même que les ressources financières constituent

⁶ Observatoire régional Energie Climat Air de Normandie, *Bilan 2018 des consommations d'énergie, des émissions de GES et de polluants atmosphériques. Evolution de 2005 à 2018*, ORECAN – Atmo Normandie, 2018.

⁷ Ouvrage majeur publié en Allemagne au moment même où l'Europe était confrontée à la catastrophe de Tchernobyl (Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris : Aubier, 2001 [1986]).

un moyen de se préserver des effets d'une famine pour les populations les plus privilégiées dans les sociétés traditionnelles, elles ne peuvent rien, à première vue, contre les effets d'une catastrophe nucléaire ou du changement climatique. Cette idée irrigue de nombreux travaux traitant du changement climatique, puisque rares sont ceux qui évoquent explicitement la composition sociale des populations les plus touchées par ses risques. Ainsi, l'analyse produite par l'INSEE sur le risque de submersion marine sur le territoire normand (INSEE, 2020) revient de manière assez peu précise sur les types de logements exposés. Elle laisse ainsi apparaître qu'un quart des logements situés en ZPNM (Zone potentiellement sous le niveau marin) en Normandie sont des résidences secondaires. De la même manière, elle met en avant le fait que ce sont des maisons qui sont principalement concernées par le risque de submersion en Baie des Veys, dans la Baie du Mont Saint-Michel ou sur la Côte des Havres quand ce sont des appartements qui pourraient majoritairement subir ces aléas dans la partie aval de l'Estuaire de la Seine. Ces éléments sont essentiels car les habitants ne sont pas protégés de manière analogue dans un appartement ou une maison. Toutefois, **il serait nécessaire d'intégrer à ces données les dimensions essentielles de l'analyse sociologique (les revenus ou les professions par exemple) qui permettraient de traiter de la question des inégalités sociales face au risque de submersion.** Les « zones potentiellement sous le niveau marin » se trouvent-elles dans les communes les plus pauvres ou les plus riches ? Au sein de ces dernières, quelle est la composition sociale des zones les plus exposées ?

Tableau 2 : Impact de l'aléa « inondation par remontée de nappe » sur la valeur totale des habitations⁸

Communes	Montant maximal en euros à l'horizon 2100
Agon-Coutainville	1 370 216 660
Barneville-Carteret	1 070 352 360
Caen	8 800 684 950

Le programme Rivages Normands 2100⁹ a pour objectif de générer des connaissances scientifiques pour mieux anticiper les impacts socioéconomiques des inondations par remontée de nappes sur cinq sites littoraux de la Manche et du Calvados. Il permet de quantifier le montant du patrimoine qui pourrait être touché par ce phénomène : 10 milliards d'euros pour trois des territoires étudiés (Agon-Coutainville, Barneville-Carteret, Caen). Là encore, malgré son intérêt pour déterminer les conséquences économiques, le projet ne s'attarde qu'assez peu sur le profil des publics touchés par cet aléa. **Certes, les auteurs notent que certains territoires sont mieux préparés que d'autres pour faire face à ces futures conditions compte-tenu de leurs caractéristiques géographiques et la manière dont les communautés locales ont composé sur la durée avec ces dernières.** Ce serait ainsi le cas des habitants de Carentan et de ses environs qui ont dû composer avec les marais au cours de leur histoire¹⁰, mais une telle assertion mériterait d'être vérifiée.

⁸ Poirier Florence et al., Synthèse des impacts socioéconomiques des inondations par remontée de nappes sur cinq sites littoraux de la Manche et du Calvados, projet Rivages Normands 2100, Université de Caen Normandie & EHESP, 2023.

⁹ Ce programme associe plusieurs laboratoires de recherche (CERREV et EHESP de Rennes notamment), des organismes régionaux (DREAL Normandie, Région Normandie, AESN) et des acteurs locaux (sept collectivités territoriales et deux syndicats des eaux).

¹⁰ Poirier Florence et al., *op. cit.*

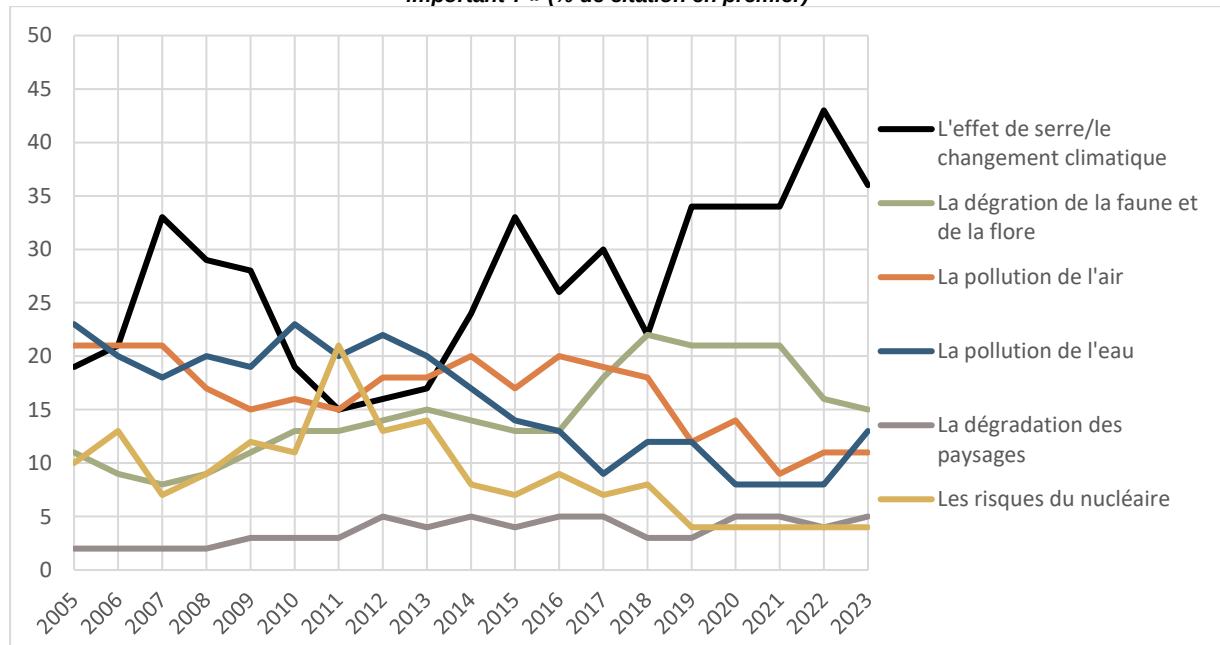
2. Les réactions sociales engendrées par le changement climatique

Le changement climatique apparaît de plus en plus à l'échelle nationale comme la problématique environnementale centrale au détriment d'autres questions qui peuvent également avoir leur importance (biodiversité par exemple). Quoi qu'il en soit, cette partie mettra également en évidence certaines interprétations socio-anthropologiques des mouvements de contestation de projets pouvant pourtant apparaître comme tout à fait pertinents dans le cadre d'une politique d'adaptation ou d'atténuation du changement climatique.

2.1. Au niveau national : une prise de conscience réelle des enjeux

Depuis l'an 2000, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)¹¹ propose de mesurer l'évolution des préoccupations de la population française en matière de changement climatique. Une telle continuité permet de démontrer comment la question du changement climatique s'est imposée dans les préoccupations en matière d'environnement en France depuis plus de deux décennies (fig.2).

Figure 2 : « Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus important ? » (% de citation en premier)¹²



En 2005, l'effet de serre et le changement climatique arrivent en troisième position des problèmes d'environnement cités par les personnes interrogées (19 %) derrière la pollution de l'eau (23 %) et la pollution de l'air (21 %). Si les résultats concernant ces trois items en 2005 sont relativement proches, il faut savoir qu'en l'an 2000 seulement 6 % des Français considéraient le changement climatique et l'effet de serre comme le principal problème d'environnement. Depuis cette époque, le changement climatique s'est imposé comme la question environnementale essentielle car non seulement celui-ci devient le premier item cité depuis 2014 sans discontinuité, mais il creuse un écart de plus en plus conséquent avec la deuxième proposition qui s'établissait à 21 points de pourcentage en 2023 (36 % pour le changement climatique et 15 % pour la dégradation de la faune et de la flore). Cette situation fait écho à la prédominance de la question climatique dans les politiques publiques en matière environnementale que certains présentent comme une véritable « vampirisation » facilitée par la simplicité des indicateurs mobilisables à l'image de celui des émissions de gaz à effet de serre quand ceux relatifs à la mesure de la biodiversité seraient moins consensuels (Sainteny, 2019). Ce graphique témoigne également de la manière dont l'actualité et l'espace médiatique peuvent forger l'opinion : si

¹¹ Qui revendique également le nom d'Agence des transitions.

¹² Source : ADEME et Boy, 2023. Pour plus de lisibilité, certains items n'ont pas été intégrés au graphique impliquant que les scores cumulés par année soient inférieurs à 100.

les risques liés au nucléaire constituent une réponse dont la tendance est à la baisse entre 2005 et 2023 (de 10 % à 4 %), elles ont connu leur acmé en 2011 (21 %) devenant même la problématique la plus importante aux yeux d'une population qui avait pu observer la catastrophe de Fukushima en quasi-direct. Force est de constater que le changement climatique a saturé l'espace médiatique à une époque récente (Comby, 2015), ce qui a des conséquences au moment où la population évalue la prééminence d'une problématique environnementale sur une autre. Des singularités régionales sont-elles perceptibles alors que la Normandie se singularise par son activité nucléaire ?

Par ailleurs, il pourrait être aisé de considérer que le changement climatique est un phénomène global assez éloigné des préoccupations les plus quotidiennes de la population. **L'idée d'un décalage entre la matérialité du phénomène documentée par le GIEC et les perceptions de la population voire de la prise en compte du phénomène doit pourtant être nuancée** car cet écart semble se réduire dans le temps : 44 % de la population a déjà observé les conséquences du changement climatique en 2023 alors que ce chiffre était limité à 27 % en 2015 (Ademe et Boy, 2023). Dans le même ordre d'idée, près de 39 % des Français affirment qu'ils ont déjà constaté les effets du changement climatique dans les forêts qu'ils fréquentent le plus (Amand, Cordellier, Dobré, 2022). Dans les deux cas, le fait que plus de la moitié de la population n'associe pas le changement climatique à un problème local conduit à nuancer l'idée de toute transformation définitive des représentations, mais les tendances observées semblent témoigner d'une inscription plus marquée de ce phénomène dans la vie quotidienne de la population.

2.2. Des changements générationnels

La forêt constitue un objet privilégié de la sociologie de l'environnement. Elle l'est d'autant plus à l'époque contemporaine où le changement climatique soumet les massifs forestiers à des épisodes de chaleur intense, des périodes de sécheresse ou à la prolifération de parasites qui conduisent ses gestionnaires à transformer de manière radicale leur composition (renouvellement des peuplements, introduction de nouvelles essences d'intérêt par rapport aux scénarios d'évolution climatique, etc.)¹³. Ces actions ne sont pas neutres et suscitent des réactions de la part des populations locales. À titre d'exemple, en février 2022, des riverains et des élus s'inquiétaient de l'abattage d'arbres dans une forêt située à proximité d'Elbeuf alors que le gestionnaire estimait que ce massif était mal préparé aux enjeux du changement climatique¹⁴. Ce type de remise en cause de la politique de gestion pourrait augurer des difficultés naissant de la multiplication des coupes rases visant à répondre aux risques engendrés par le changement climatique en Normandie comme ailleurs : quel regard la population porte-t-elle sur ces transformations inéluctables ? Plus globalement, la forêt apparaît-elle comme une entité vulnérable ou peut-elle constituer une protection contre ce même changement climatique ? La figure de la « *forêt salvatrice* »¹⁵ qui s'est imposée au cours de l'histoire imprègne-t-elle encore les représentations contemporaines ? Une enquête menée en 2021 par le CERREV et l'ONF a permis de mettre en avant **une évolution d'ordre générationnel dans l'appréhension des entités naturelles qui semble témoigner d'un changement social assez profond** : la forêt et la nature ne sont pas considérées comme des espaces productifs, ce qui est déjà démontré de longue date¹⁶, mais ils ne sont pas non plus des espaces subordonnés au désir de beauté, aux loisirs contemplatifs, des usagers potentiels. Forêt et nature pourraient s'imposer comme des entités à part, dont le développement ne semblerait plus devoir être l'affaire des humains¹⁷ quels que soient les objectifs défendus (production d'un bien dans le cadre de l'exploitation du bois ou d'un service lorsqu'il s'agit d'accroître la diversité des paysages). Pour replacer cette évolution dans l'histoire des idées, elle pourrait signifier que les réflexions des « penseurs du vivant » (Latour, Descola, Morizot, etc.), qui mettent notamment à distance la question de la production et du travail au moment de traiter des relations entre les sociétés et leur

¹³ Près de la moitié des massifs forestiers seront concernés par une évolution de leur structure lors des cinquante prochaines années

<<https://www.onf.fr/forets-et-changement-climatique/nos-articles/+&cf:forets-publiques-francaises-quel-nouveau-visage.html>>

¹⁴https://actu.fr/normandie/la-saussaye_27616/une-coupe-rase-prevue-dans-le-bois-d-elbeuf-indigne-riverains-et-militants-ecologistes_48582685.html

¹⁵ Decocq Guillaume, Kalaora Bernard & Chloé Vlassopoulos, *La forêt salvatrice. Reboisement, société et catastrophe au prisme de l'histoire*, Syssel, Champ Vallon, 2016.

¹⁶ Michelle Dobré et Anne-Marie Granet évoquaient notamment la mise à distance de la forêt de « production » chez les plus jeunes en 2007 (« La forêt des jeunes », *Rendez-vous techniques de l'ONF*, 17, 61-67).

¹⁷ Cette hypothèse est renforcée par la part des personnes ne consommant pas de viande qui considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'exploiter le bois (52 %) ou d'accroître la diversité des paysages (38 %).

environnement¹⁸, seraient en passe de s'imposer en tant que cadre majeur de légitimation des pratiques relationnelles engageant humains et non-humains en forêt ou dans tout autre espace naturel. Ce détour par la forêt permet d'initier des réflexions autour des politiques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique : elles doivent non seulement **composer avec l'émergence d'autres représentations du monde, mais aussi s'adapter à des citoyens davantage informés qui bénéficient d'un niveau d'éducation en progression**. Les mouvements mettant en cause des aménagements limitant l'impact des activités humaines sur le climat ne doivent pas être considérés comme irrationnels : ils nourrissent l'intelligence collective et favorisent la délibération démocratique. Ils constituent un phénomène normal dans le cadre d'un processus de modernisation marqué par la réflexivité des citoyens¹⁹.

2.3. Le regard porté par les acteurs institutionnels sur les mouvements sociaux : méfiance et adaptation

Il est tout à fait possible que la contestation de certains projets normands visant à participer à l'effort de décarbonation de la production d'énergie (à l'image des mobilisations contre la ligne à très haute tension dans la Manche dans les années 2010 ou plus récemment contre le parc éolien de Courseulles sur Mer) soit le fruit de ces transformations des représentations de la nature et pas seulement l'expression d'un mécontentement trop rapidement associé à l'expression péjorative « *Not in my backyard* ». Comment ces mouvements sont-ils interprétés par les acteurs institutionnels ? Que nous apprennent-ils sur le rapport que ces derniers entretiennent avec les publics ?

L'enquête menée par le CERREV sur le déploiement de l'hydrogène avait pu ainsi reconstituer l'historique des initiatives normandes dans le domaine²⁰ (Amand, 2021). Les acteurs politiques de la Manche interrogés, département qui a porté des projets dans le domaine avant la Région au gré des reconfigurations touchant la répartition des compétences associées aux collectivités, ont notamment rappelé que la perspective du nouvel EPR et de la nécessité d'une éventuelle ligne à très haute-tension (THT) susceptible de réactiver les contestations des années 2010 avait conduit à réfléchir à d'autres modalités techniques d'exploitation de l'électricité produite et au déploiement d'une filière hydrogène. Si les militants ont échoué à faire barrage à l'édification de la ligne THT, leur combat a probablement découragé certains responsables locaux de proposer un nouveau projet reprenant des options techniques identiques. C'est donc en anticipant les réactions de la population que l'hydrogène s'est imposé dans l'esprit de ses instigateurs. Ce constat fait naître plusieurs remarques. D'abord, le « public » est bien au cœur du projet dès ses prémices puisqu'il est pris en compte au moment d'arbitrer entre les différentes options techniques. Ensuite, le problème d'acceptabilité identifié par les autorités locales concerne davantage le transport de l'électricité que la production d'un surplus centralisé d'énergie résultant d'une infrastructure conséquente dont les implications sur les plans environnementaux, sanitaires et sociaux sont incertaines. Enfin, la représentation d'un public réfractaire tend à s'imposer au détriment de celle d'une intelligence collective en mesure de mener une « *enquête sociale* »²¹. Cet ensemble contribue à esquisser le portrait d'un public prenant la forme d'un spectre auquel les acteurs cherchant à valoriser le surplus d'énergie dégagé par les projets centralisés ne reconnaissent aucune compétence pour infléchir les trajectoires socio-techniques empruntées par la société. Ils lui attribuent, néanmoins, un pouvoir de nuisances suffisamment important pour définir leurs projets en fonction de la représentation qu'ils ont de ses attentes et des risques de contestations.

¹⁸ Axe qui pourrait pourtant offrir des prises à la redéfinition de ces relations (Rigoulet et Bidet, 2023).

¹⁹ Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, op. cit.

²⁰ Amand Rudy, *Hydrogène et transition énergétique. Analyse socio-anthropologique d'une trajectoire régionale*, Paris : L'Harmattan, 2021.

²¹ Dewey John, *La théorie de l'enquête*, PUF « L'interrogation philosophique », Paris, 1993.

3. Le tropisme des travaux de sciences sociales normands pour le littoral : un poste d'observation privilégié pour comprendre et anticiper les enjeux relatifs au changement climatique pour les populations ?

De nombreux travaux sociologiques portant sur le changement climatique se sont focalisés sur la question du littoral en Normandie. Cette partie propose de souligner leur intérêt en matière d'analyse des représentations.

3.1. L'évolution des représentations de la nature

Le projet interdisciplinaire franco-britannique LICCO (Living with changing coast) visait à **accompagner les populations côtières pour comprendre, se préparer et s'adapter aux effets du changement climatique**. Il avait associé le CERREV, le GEMEL et le S.y.-M.e.I et s'est étendu sur la période (2011-2014). Il s'est déroulé sur cinq sites normands : les estuaires de la Saône à l'ouest de Dieppe et de l'Orne près de Caen, la baie des Veys frontière entre le Calvados et la Manche, le Val de Saire à l'est de Cherbourg et le Havre de la Sienne située sur la côte ouest du Cotentin, au nord de Granville. LICCO a permis de traiter des représentations et des imaginaires au prisme des conflits d'intérêts (entre les professions, les élus locaux, les acteurs du tourisme, les représentants des associations de protection de la nature, les résidents, etc.).

Dans le contexte du changement climatique et des risques induits (submersion, inondations, pollutions diverses, remontée du biseau salé...), **le projet LICCO a permis de distinguer différents registres symboliques auxquels la nature peut être associée :**

- L'anthropomorphisme

Dans un article tiré en partie de cette recherche²², Salvador Juan reproduisait un extrait d'entretien réalisé auprès d'un élu local dont la commune était touchée par des épisodes de submersion marine :

« L'expérience nous prouve que dès qu'on met en place des méthodes de maintien du cordon dunaire sur un espace bien identifié, la mer tout de suite met en œuvre les procédures nécessaires pour reprendre son droit de divaguer »²³

Le registre symbolique concerné est celui de l'anthropomorphisme. Il conduit à associer des caractéristiques humaines, parmi lesquelles on retrouve une forme d'intentionnalité, à des entités non-humaines. Dans la continuité de cette perspective, l'emploi d'un vocabulaire qui appartient de manière explicite au champ lexical de la guerre (« première ligne », « mur de l'Atlantique ») pour caractériser l'océan n'est évidemment pas un hasard. Ce registre révèle une analogie entre la lutte contre la nature – en l'occurrence les éléments, la mer – et une stratégie militaire. On notera que cette comparaison s'opère au prix d'une identification surprenante à l'ennemi d'hier – dans un lieu historique à la charge symbolique très forte (les plages du Débarquement notamment). Ce qu'il est convenu d'appeler la « défense contre la mer » (encore une métaphore militaire) emprunte en effet au registre du plan de bataille contre les forces de la nature dont il est suggéré ici qu'on aurait tort de les mépriser ou de les sous-estimer. La représentation de la mer est ici clairement anthropomorphique, puisqu'on lui prête la capacité à déclencher des attaques et qu'il convient de préparer des ripostes.

- L'autonomie

Cette conception d'une nature jouissant d'une autonomie signifie ici qu'en dépit de la volonté des hommes de la contraindre ou de la conjurer, elle continue à obéir à ses propres lois. Le chaos, les catastrophes écologiques peuvent alors être conçus comme les conséquences d'une confrontation, à l'occasion violente, entre ces deux ordres (humain et naturel). L'illustration la plus évidente de cette tendance réside dans l'image de la mer capable de réduire à néant les projets des hommes. A titre d'exemple, on peut retenir la manière dont la disparition d'un cordon dunaire dans le temps d'une tempête, a particulièrement frappé les esprits, imposant l'idée qu'il s'agit d'un avertissement et qu'elle

²² Juan Salvador, « Les acteurs locaux face au changement climatique », *Études rurales*, n°188, 2011, mis en ligne le 18 janvier 2014. DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9533>

²³ Juan Salvador, *op. cit.*

peut faire de même avec les installations littorales. Ces projets peuvent alors être considérés comme vains, du fait de la supériorité de la puissance de l'ordre naturel auquel les hommes doivent comprendre qu'ils sont fatalement soumis, parce que cet ordre a l'éternité pour lui, contrairement aux actions des hommes qui ne sont que conjoncturelles.

- La puissance

Cette conception est solidaire de l'idée qu'un retour de l'ordre naturel est possible. C'est l'idée que la nature reprend sa place, son influence d'abord contrariée, voire ses droits et que le temps joue en sa faveur et révèle son infinie supériorité. Le travail de sape de la nature, tel qu'il est souvent évoqué dans ce registre, est conçu tout à la fois comme insondable et implacable. Cette représentation met en exergue la puissance en acte de la nature, considérée comme procédant d'une fatalité à laquelle les hommes s'exposent à ne pas respecter son ordre. Il s'agit donc de se plier à un ordre qui n'est pas complètement maîtrisable ; son projet de domestication ne pouvant être réalisé qu'au péril d'une dénaturation qui risque d'entraîner des effets, en retour, plus aléatoires et plus périlleux que lorsque la nature est abandonnée à ses propres caprices.

- La déification

La violence que la nature exprime (la mer plus particulièrement) prend parfois des accents religieux lorsqu'elle s'apparente à celle d'un dieu qui venge les offenses qui lui sont faites par des châtements dont les catastrophes climatiques seraient les manifestations les plus spectaculaires. C'est ainsi que les récits peuvent emprunter au registre biblique : au déluge, au cataclysme, voire aux *Dix plaies d'Égypte*. La structure mythologique correspond plus particulièrement au fait que la mer semble s'immiscer et déjouer la vigilance des hommes. La fatalité se renforce par la prise de conscience subite qu'elle est déjà là quand on craignait encore de la voir arriver. Il en va ainsi de la représentation attachée à la salinisation des eaux douces qui présage, dans les récits des acteurs, de plus grands périls à venir.

- La fragilité

Ici, la distinction entre nature et environnement contribue à renforcer l'idée que la nature repose sur les équilibres fragiles qui lui sont propres et sont tout à la fois indépendants des actions et des représentations idéologiques des hommes. Dans cette perspective, la nature est passive et c'est la raison pour laquelle elle est conçue d'abord comme vulnérable. Ce qu'elle devient, lorsqu'elle est dénaturée, n'est que le résultat des effets conjugués des diverses activités humaines. Elle constitue donc fondamentalement un équilibre qu'il importe de ne pas bouleverser. La nature demeure bienfaisante si elle n'est pas mise en péril. Elle se présente pour l'essentiel comme un principe d'harmonie et d'ordre ; principe qui repose néanmoins sur un équilibre précaire qui enjoint un respect absolu, indépendamment de la prise en considération des risques éventuels de dérèglements climatiques.

Ces représentations sont conditionnées par les intérêts divergents des acteurs locaux, mais aussi par la prise en compte du discours ambiant, dominant. On peut ainsi suspecter qu'elles ne sont pas toujours parfaitement sincères plus particulièrement lorsqu'elles s'efforcent de coller au mieux à une sensibilité écologique qui n'est pas toujours effective, mais qui permet de se prémunir des stéréotypes associés aux individus qui remettraient en cause l'existence de problématiques écologiques (« climatosceptique » par exemple). En réalité, le changement climatique est largement reconnu, mais le dissensus s'opère dans la population au moment d'en atténuer les effets ou de s'y adapter, plus particulièrement sur fond de conflits d'usage : qui doit faire en premier l'effort de s'adapter ?

Par ailleurs, les représentations ne sont pas seulement le reflet des consciences individuelles et partant de l'état moyen de l'opinion à un moment donné. Elles sont aussi, plus profondément, des manifestations des craintes, des fantasmes, des stratégies de déni, des prises de position politiques et polémiques (oppositions, postures climato-sceptiques) qui replacent le changement climatique dans la complexité de la configuration sociale du moment. Ces représentations témoignent non seulement d'une crise écologique qui affecte les individus et la société, mais, plus profondément, elles constituent le symptôme d'une crise sociale voire anthropologique. Ces dimensions devant faire l'objet d'un traitement systémique à l'échelle normande comme globale.

Cette recherche sur les représentations de la nature avait pour objectif d'identifier au mieux les perceptions du changement climatique et de mesurer la propension des différents acteurs à accepter des modifications significatives de leurs conditions de vie et de leurs pratiques professionnelles en lien avec le littoral. On pourra penser que ce qui véhicule aussi fréquemment irrationalités et fantasmes n'est pas propre à éclairer sur la capacité d'adaptation des populations littorales, relativement au changement climatique. Pourtant, cette démarche a eu l'insigne mérite de restituer la subtilité des représentations qui s'élaborent dans des logiques protéiformes qui empruntent aux divers registres de l'imaginaire de la nature et de la mer. Sa pertinence réside ainsi dans la volonté de résister à la tentation de se focaliser sur les seuls choix rationnels qui, chez les acteurs, ne disent pas tout de ce qu'ils vivent et de ce qu'ils sont prêts à accepter.

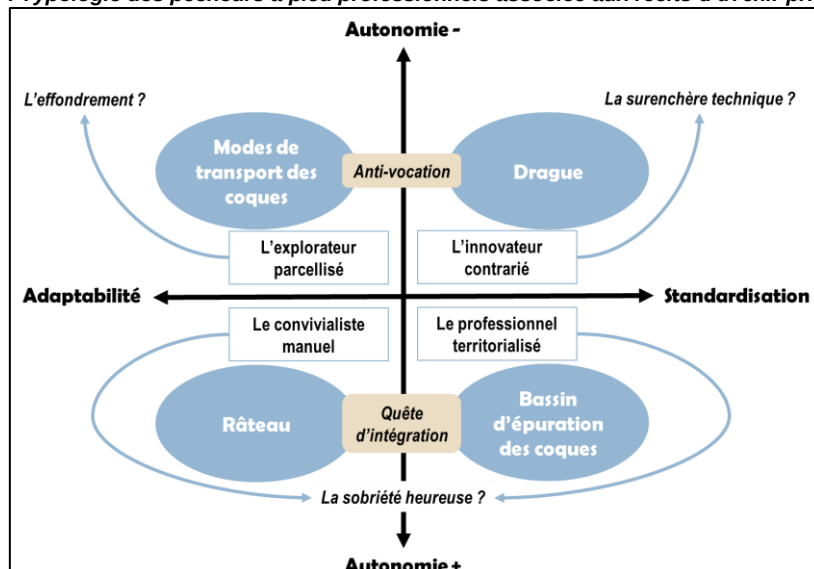
Dans le dessein qui est le sien d'aller droit à l'essentiel, une recherche d'emblée orientée vers la mise en évidence de choix rationnels, procède d'un réductionnisme qui fait nécessairement l'impasse sur ce qui constitue, plus profondément, l'état d'esprit des acteurs. Ainsi, en induisant des réponses à des questions qui ne se posent pas en ces termes, la démarche stratégique risque fort, ou bien d'échouer dans des stratégies de communication qui se heurteront à l'épaisseur de représentations infiniment plus complexes, ou bien d'éveiller la méfiance des acteurs eux-mêmes, qui les percevront comme un jeu de dupes dont l'objectif essentiel est d'instrumentaliser leur supposé choix.

Près de dix années après la recherche LICCO, alors que l'ampleur du risque et les projections qui depuis ont largement été corrigées et laissent apparaître des scénarios beaucoup plus pessimistes, **il serait pertinent de mener à nouveau une enquête du même type de manière à évaluer la nature et l'ampleur des modifications des représentations sur le terrain du littoral comme sur d'autres.** Les représentations ne sont pas immuables : elles évoluent en même temps que l'intensité des contraintes écologiques varie.

3.2. Etudier les dispositions des acteurs pour envisager l'avenir

Dernier en date, le projet « Cueilleurs de mémoires de la Baie des Veys » (CERREV et IFREMER) s'est intéressé **aux représentations et pratiques des professionnels (ostréiculteurs, pêcheurs à pied professionnels, etc.) confrontés aux modifications de leur environnement de travail** généré par les nouvelles contraintes écologiques.

Figure 3 : Typologie des pêcheurs à pied professionnels associée aux récits d'avenir privilégiés²⁴



Ce travail a permis de montrer l'intérêt de confronter les dispositions des acteurs au contexte nouveau généré par le changement climatique. Ainsi, l'étude des pratiques des pêcheurs à pied professionnels de coques a permis de positionner ces derniers autour de quatre catégories largement adossées aux outils privilégiés par les acteurs (**fig.3**). Il est apparu que les pêcheurs à pied professionnels valorisant

²⁴ Amand R., *Cueilleurs de mémoires de la Baie des Veys. Esquisse socio-anthropologique*, Rapport final, FEAMP, CERREV, IFREMER, 2022.

les modes de transports les plus rapides de la marchandise de l'estran à la cale (vélos électriques par exemple) s'inscrivaient dans des récits d'avenir relevant de l'effondrement (« il faut prendre la marchandise tant qu'elle est encore là ! ») quand ceux cherchant à importer des techniques associées à d'autres coquillages permettant d'augmenter la productivité laissaient entendre qu'il y aurait toujours des coques et qu'il fallait seulement changer la méthode permettant de les trouver. Les entretiens avec ces deux catégories de pêcheurs ont permis de mettre en avant un sentiment anti-vocationnel les concernant : ils avaient intégré les rangs des pêcheurs à pied par dépit et cherchaient à mettre à distance une profession synonyme, à leurs yeux, de déclassement. Ce sentiment n'est pas celui de tous les pêcheurs à pied professionnels : certains cherchent à mettre en avant leur appartenance à la profession et au territoire (la quête d'intégration). Cela les pousse à valoriser l'usage d'outils traditionnels comme le râteau (il s'agit des « convivialistes manuels ») ou bien des outils permettant de les inscrire davantage dans la communauté locale à l'image des bassins d'épuration de coques qui les conduiraient à assurer eux-mêmes la commercialisation de leurs produits et leur apporteraient une forme de reconnaissance locale à l'image de l'ostréiculture aujourd'hui (les « professionnels territorialisés »). **La connaissance des acteurs, la mise en évidence des ressorts de leur identité professionnelle, permet de mieux appréhender les représentations des perspectives induites par le changement climatique.** Elle pourrait être systématisée d'autant plus qu'elle facilite la valorisation des savoirs d'usage relatifs aux ressources qui subiront l'influence du changement climatique dans un avenir proche.

4. Quelles solutions ? La société mise en mouvement par le changement climatique

Cette dernière partie permet de revenir sur un certain nombre d'initiatives permettant de relier les résultats des travaux sociologiques intégrant la question du changement climatique et les politiques publiques.

4.1. Prévoir l'avenir à partir des problématiques du présent ?

Comment peuvent s'articuler les temporalités propres au changement climatique, au changement institutionnel et au changement des modes de vie ?

Il existe une longue tradition de prospective dans les sphères institutionnelles et le ministère de l'environnement n'a pas échappé à cet examen méthodique de la planification de la transition. À l'instar de la recherche PROMOV (LADYSS, Centre Max Weber, ESO et CERREV), **quelques travaux, trop rares, ont intégré la dimension des modes de vie** dont il est difficile de prévoir l'évolution et alors même qu'ils sont caractérisés par une relative inertie.

Pour comprendre les changements à l'échelle des acteurs ordinaires, plusieurs enquêtes ont été menées auprès des ménages normands afin de saisir les adaptations déjà mises en pratique dans le cadre de la transition. La recherche TERESA (Traitement social de l'encombrement dans les styles de vie ordinaires et alternatifs ; 2012-2014) s'est attachée à analyser les pratiques de réduction de la consommation matérielle à l'échelle domestique, en se focalisant sur les ménages qui affichaient des formes de sobriété dans leurs achats. Une recherche plus récente, PROMÉTHÉE (Projet d'observatoire multidisciplinaire des pratiques sociales liées à la crise énergétique ; 2022-2023), est partie de la crise énergétique issue des tensions géopolitiques (crise du gaz russe) et de l'indisponibilité d'une partie du parc électronucléaire français en 2022-2023 pour interroger les adaptations spontanées à ce contexte nouveau et analyser comment la notion de sobriété était perçue par les ménages normands. Ces deux programmes, réalisés à dix ans d'intervalle, permettent d'observer le chemin réalisé quant à la transformation des modes de vie. Ils révèlent par ailleurs les difficultés à mettre en œuvre des pratiques pourtant souhaitées par des acteurs ordinaires, mais qui manquent de relais sur le plan collectif et institutionnel.

Il apparaît néanmoins nécessaire d'initier des programmes de recherche intégrant un volet prospectif permettant de questionner les modes de vie à l'échelle régionale dans un futur à définir. Ce type de recherche pourrait faire émerger des scénarios susceptibles d'orienter l'action politique en Normandie à partir de tendances sociales présentes (démographie, technologie, droit, etc.)

4.2. Une confrontation des savoirs rendue difficile par la légitimité variable accordée aux acteurs et aux actrices

Comme le rappelait Asuncion Lera St.Clair dans sa contribution au *Rapport mondial sur les sciences sociales* portant sur les changements environnementaux globaux²⁵, **les incertitudes liées aux conséquences du changement climatique peuvent conduire à une dévalorisation des savoirs scientifiques** confrontés à des transformations difficilement modélisables. Cette situation pourrait contribuer à accentuer le fossé entre les chercheurs et les citoyens, la science et l'action²⁶.

En Normandie, certains travaux se sont inquiétés des tendances pouvant conduire à une **disparition des espaces d'échange entre des savoirs de différents ordres** comme cela fut mis en avant par les chercheurs engagés dans le projet Cueilleurs de mémoire de la Baie des Veys dans le cas des commissions d'ouverture de gisements de coques. Dans ce cas, les pêcheurs à pied professionnels qui ne parviennent pas à marquer matériellement l'espace dans lequel s'effectue leur pratique (l'estran) souffrent d'un déficit de reconnaissance institutionnelle qui provoque leur exclusion des instances participant à la gestion des espaces naturels. Or, cette exclusion a des conséquences sur leur activité et conduit les instances concernées à se passer d'une mémoire spécifique du lieu, d'un savoir d'usage qui, sans avoir vocation à se substituer au savoir expert déployé par les organismes de recherche, serait en mesure de la compléter.

Dans un autre domaine, Laure Bourdier avait comptabilisé que les prises de parole de femmes lors des débats publics en lien avec la création du Parc éolien de Courseulles sur Mer représentaient seulement 6.6 % du volume total des échanges alors même que la présidence du débat public était attribuée à une

²⁵ Lera St.Clair Asuncion, « Vers des sciences sociales responsables », *Rapport mondial sur les sciences sociales: changements environnementaux globaux*, UNESCO, pp. 408-411.

²⁶ La sociologue, qui était alors professeure à l'Université de Bergen (Norvège), appelait à améliorer les « mécanismes de production et de conception conjointes » afin de permettre « à un savoir responsable d'émerger » (Lera St.Clair, op. cit., p.509)

femme²⁷. D'une manière analogue, parmi les 273 personnes ayant participé aux ateliers de co-conception des usages visant à définir la place de l'hydrogène dans la transition énergétique en Normandie, seulement un tiers était des femmes et seulement 5 % étaient des ouvriers ou des employés²⁸. Une enquête plus ancienne s'était également inquiétée de l'absence des catégories d'agriculteurs apparaissant comme les plus fragiles dans les projets de méthanisation qui émergeaient alors²⁹. L'analyse des inégalités ne doit pas seulement se focaliser sur la description des populations touchées ou non par le phénomène climatique, elle doit permettre de faciliter la participation de toutes et tous aux nombreux processus participatifs d'ores et déjà mis en œuvre.

Il faut souligner l'existence d'un projet ambitieux porté par des chercheurs du laboratoire Dysolab (Rouen). Intitulé « La boîte noire », il propose une méthodologie novatrice permettant de faciliter la démocratisation de questionnements techno-scientifiques. Cette méthodologie permet notamment aux non-experts de se saisir des questionnements des scientifiques, ingénieurs et techniciens au sujet d'innovations dont ils sont les porteurs dans un cadre de discussions accessibles à chacun. Celui-ci s'inscrit en réalité davantage dans le projet de société dont l'innovation serait un vecteur plutôt que sur l'innovation elle-même³⁰.

4.3. Recherches participatives

Des initiatives de **recherche participative** ont eu pour ambition d'assurer un tel rapprochement en Normandie. ARTEMIS dont le but était de permettre aux citoyens de définir la place de l'hydrogène dans la transition énergétique. Ces recherches participatives se sont appuyées sur la **méthode Living Lab** mise en œuvre par le Dôme à Caen. Elle aura permis de développer un prototype de robot nettoyeur de bassin portuaire fonctionnant à l'hydrogène et aura démontré l'intérêt des participants pour une innovation technologique susceptible de limiter l'influence anthropique sur l'environnement mais aussi la réticence de ces mêmes participants à remettre en cause leur mode de vie, alors qu'ils y étaient encouragés par les nombreux acteurs institutionnels (secteur public, privé, etc.) présents au cours des différents ateliers³¹. D'autres projets pourraient également s'avérer essentiels pour définir de nouvelles trajectoires énergétiques et techniques à l'échelle de la Normandie en favorisant l'émergence de la figure du citoyen aux dépens de celle du consommateur passif qui présenterait une « *résistance naturelle au changement* »³². Ainsi, le projet POPSU (Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines) « Transitions » porté par la ville de Caen, le CERREV et l'IRTS d'Hérouville Saint-Clair a-t-il pour objectif de poser la question de la place de la technique dans les enjeux énergétiques auprès des habitants et de développer de nouveaux imaginaires et récits, voire un nouveau vocabulaire, autour de la sobriété énergétique dans le but de rendre celle-ci plus désirable.

²⁷ Bourdier Laure, Socio-anthropologie des Énergies Marines Renouvelables en Basse-Normandie : Gouverner (par) l'alternative, Thèse de Doctorat, Université de Caen, 2019.

²⁸ Amand Rudy, *Hydrogène et transition énergétique. Analyse socio-anthropologique d'une trajectoire régionale*, Paris : L'Harmattan, 2021.

²⁹ Amand Rudy, Corbin Stéphane, Cordellier Maxime et Estelle Deléage, « Les agriculteurs face à la question énergétique : mythe de la transition et inertie du changement », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, mis en ligne le 26 mai 2015.

DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.5010>

³⁰ Turmel Félix, Lianos Michalis, *La méthodologie de la boîte noire*, 2023.

https://media.licdn.com/dms/document/media/D4E1FAQHPfN3H-_coqQ/feedshare-document-pdf-analyzed/0/1718697036203?e=1727308800&v=beta&t=BhQVHjmK_G-6-Zf5vfeEwTVbzdcKd21igJvrlWOH4Xs

³¹ Lemarchand Frédéric (dir.), *Transition énergétique bas-carbone. Obstacles et enjeux*, Paris : L'Harmattan, 2022.

³² Ochs Adeline, « Chapitre 5. Des utopies aux comportements de consommation : le green gap » in Badot Olivier (éd.), *Utopies et consommation*. EMS Editions, 2020, pp. 77-92.

Conclusion

Il importe de souligner que de nombreux travaux de sociologie ont traité de la question climatique en Normandie démontrant à la fois l'intérêt des chercheurs et chercheuses pour ce domaine au niveau local mais aussi celui des financeurs. Il importe qu'une telle dynamique puisse être maintenue : seule une connaissance accrue de la société, des acteurs mais aussi des tendances le plus souvent discrètes peut aider la Région à se préparer aux enjeux générés par le changement climatique.

En attendant, cette synthèse a permis d'initier une réflexion concernant les effets de la dynamique démographique sur la production du risque climatique en Normandie : la baisse de la population envisagée par l'INSEE, qui pourrait signifier une diminution de l'empreinte carbone des particuliers, ne prend pas en compte la question des éventuelles migrations climatiques à venir. Par ailleurs, il apparaît que les travaux traitant de l'impact à venir des submersions marines ou autres phénomènes extrêmes à l'échelle régionale semblent accorder une place marginale aux caractéristiques sociodémographiques des populations touchées. Or, les revenus, la profession ou le niveau de diplômes ne sont pas neutres : ils offrent des ressources différenciées pour faire face à la crise. Dans cette perspective, le repli stratégique face aux submersions marines ne peut être pensé de manière uniforme quand il s'adresse à des populations disposant de capitaux économiques ou sociaux élevés et aux autres.

Au moment de traiter des réactions sociales provoquées par le changement climatique, cette synthèse a rappelé que celui-ci était désormais identifié comme le principal problème environnemental par une population qui semble, par ailleurs, en visualiser les effets de manière plus régulière dans les espaces de nature fréquentés. Le recours à des enquêtes nationales a mis en exergue le basculement en cours en matière de représentations de la nature : cette dernière n'est plus considérée comme un espace productif par les plus jeunes et ces derniers semblent même mettre à distance toute forme de service qu'elle pourrait rendre à l'humanité (la contemplation du paysage par exemple). La nature est une entité à part dont la reconnaissance en tant qu'individu implique l'absence de soumission aux besoins des sociétés.

Les travaux concernant les effets du changement climatique sur la zone littorale menés en Normandie ont permis de lister de nombreux registres de représentation servant de ferment à la relation entretenue par les sociétés avec leur environnement. Figure anthropomorphe, déifiée, autonome, ou puissante : tous ces registres ont été convoqués dans le cadre de la recherche LICCO remontant à dix années. Or, il importe de savoir comment ces registres ont pu évoluer alors que la contrainte environnementale s'est intensifiée ? De la même manière, le travailleur Cueilleurs de mémoires de la Baie des Veys a permis d'identifier des savoirs d'usage chez les professionnels qui mériteraient d'être légitimés dans les instances de gestion de la nature qui prennent également en charge la question du changement climatique.

Enfin, cette synthèse a permis de souligner l'intérêt des initiatives en matière de participation des publics : recherche participative, Living Lab ou « boîte noire » sont autant de dispositifs qui permettent de valoriser la montée en compétence des citoyens et l'intelligence collective dans le cadre d'une modernité devenue davantage réflexive. En les renforçant, en les associant à des démarches prospectives susceptibles de bâtir des scénarios d'avenir pour la région à partir de tendances mises en avant dans les travaux sociologiques, elles permettront de préparer la région aux enjeux climatiques dans un cadre démocratique.

Bibliographie

- ADEME, Boy Daniel, RCB Conseil 2022, *24^{ème} vague du baromètre « Les représentations sociales du changement climatique »*, Rapport grand public, 39 p.
- ADEME, CREDOC (Millot Charlotte, Müller Jörg), *Le regard des Français sur l'environnement et la nature des actions à mener*, 2023.
- Amand Rudy, *Hydrogène et transition énergétique. Analyse socio-anthropologique d'une trajectoire régionale*, Paris : L'Harmattan, 2021.
- Amand Rudy, Corbin Stéphane, Cordellier Maxime et Estelle Deléage, « Les agriculteurs face à la question énergétique : mythe de la transition et inertie du changement », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, mis en ligne le 26 mai 2015. DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.5010>
- Assmann Jan, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Paris : Aubier, 2010.
- Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris : Aubier, 2001 [1986]
- Bourdier Laure, *Socio-anthropologie des Énergies Marines Renouvelables en Basse-Normandie : Gouverner (par) l'alternative*, Thèse de Doctorat, Université de Caen, 2019
- Comby Jean-Baptiste, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris : Raisons d'Agir, 2015.
- Decocq Guillaume, Kalaora Bernard & Chloé Vlassopoulos, *La forêt salvatrice. Reboisement, société et catastrophe au prisme de l'histoire*, Syssel : Champ Vallon, 2016.
- Dewey John, *La théorie de l'enquête*, PUF « L'interrogation philosophique », Paris, 1993.
- Dobré Michelle, Granet Anne-Marie, « La forêt des jeunes », *Rendez-vous techniques de l'ONF*, 17, 2007, pp. 61-67.
- Insee, « Plus de 100 000 résidents, logements et emplois concernés par le risque de submersion marine en Normandie », *Insee Analyses Normandie*, n°87, Décembre 2020.
- Insee, « Moins de trois millions de Normands à l'horizon 2070 », *INSEE Flash Normandie*, n°125, Novembre 2022.
- Juan Salvador, « Les acteurs locaux face au changement climatique », *Études rurales*, n°188, 2011, mis en ligne le 18 janvier 2014. DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9533>
- Juan Salvador, Corbin Stéphane, Diaw Amadou, *Le littoral en tensions. Rigidités, stratégies d'adaptation et préservation écologique*, Caen : Presses Universitaires de Caen, 2019.
- Lemarchand Frédérick (dir.), *Transition énergétique bas-carbone. Obstacles et enjeux*, Paris : L'Harmattan, 2022.
- Lera St.Clair Asuncion, « Vers des sciences sociales responsables », *Rapport mondial sur les sciences sociales: changements environnementaux globaux*, UNESCO, 2013, pp. 408-411.
- Leroy Pieter, « La sociologie de l'environnement en Europe. Évolution, champs d'action et ambivalences », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 9, n° 1, 29-39, 2001.
- Marchal Guy Paul, « De la mémoire communicative à la mémoire culturelle. Le passé dans les témoignages d'Arezzo et de Sienne (1177-1180) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 56, n°3, 2001, pp. 563-589.
- Natale Fabrizio, Ueffing Philipp et Christoph Deuster, « Comment la démographie influence-t-elle le changement climatique ? Le cas de l'Europe, 2023 », *Population et Sociétés*, n° 614.
- Observatoire régional Energie Climat Air de Normandie, *Bilan 2018 des consommations d'énergie, des émissions de GES et de polluants atmosphériques. Evolution de 2005 à 2018*, ORECAN – Atmo Normandie, 2018.
- Ochs Adeline, « Chapitre 5. Des utopies aux comportements de consommation : le green gap » in Badot Olivier (éd.), *Utopies et consommation*. EMS Editions, 2020, pp. 77-92.

Poirier Florence et al., Synthèse des impacts socioéconomiques des inondations par remontée de nappes sur cinq sites littoraux de la Manche et du Calvados, projet Rivages Normands 2100, Université de Caen Normandie & EHESP, 2023.

Rigoulet Vincent, Bidet Alexandra, *Vivre sans produire. L'insoutenable légèreté des penseurs du vivant*, Vulaines-Sur-Seine, Editions du Croquant, 2023.

Sainteny Guillaume, *Le climat qui cache la forêt. Comment la question climatique occulte les problèmes d'environnement*, Paris : L'écopoche, 2019 (2015).

Turmel Félix, Lianos Michalis, *La méthodologie de la boîte noire*, 2023.
https://media.licdn.com/dms/document/media/D4E1FAQHPfN3H-coqQ/feedshare-document-pdf-analyzed/0/1718697036203?e=1727308800&v=beta&t=BhQVHjmK_G-6-Zf5vfeEwTVbzdckD21iqJVrIWOh4Xs